

LES AURORES DE L'OBJECTION DE CROISSANCE (IV)

Par Jean Cornil

« J'ai vu le futur, frère, c'est un meurtre »
Leonard Cohen, *The Future*.

Après avoir identifié quelques sources, anciennes et modernes, de l'objection de croissance, le chemin continue avec les principes généraux que ce mouvement met en avant. Ensuite par la formulation de propositions politiques. Et enfin par une série d'objections invoquées pour s'opposer ou pour modifier les principes de ce nouveau courant de pensée et d'action.

1. QUESTION DE PRINCIPE...

La contradiction entre le caractère illimité de la croissance, donc de la production et de la consommation, et le caractère fini de la biosphère, donc des ressources naturelles, est au cœur du développement de ce mouvement. Face à cette contradiction majeure, la décroissance est donc une démarche collective et individuelle qui vise à une réduction de notre consommation directe et indirecte de matières, d'énergies et d'espaces.

Si nous ne nous engageons pas dans la voie d'une décroissance soutenable, le risque est grand de nous voir confronter à une décroissance insoutenable composée de crises, de conflits, voire d'effondrements qui

affecteront en premier lieu les personnes et les peuples les plus pauvres. Car, en regard de l'évolution des ressources naturelles et face à la croissance démographique, la décroissance revêt un caractère inéluctable. L'objection de croissance vise donc à nous épargner le sombre avenir d'une lutte pour l'appropriation de ressources de plus en plus rares. Elle se doit d'être soutenable et équilibrée, et par un partage, du travail notamment, plus ample.

Pour éviter tout malentendu, il convient d'insister sur un point central : l'objection de croissance se doit d'être équitable. Elle concerne donc les populations favorisées de la planète et les citoyens aisés des pays industrialisés. Elle ne concerne évidemment pas plus de 80% des habitants du monde,

dont les conditions de vie précaires ou la lutte pour la survie quotidienne, pour lesquels la décroissance n'aurait aucun sens. Bien au contraire, la croissance du bien-être, en termes de santé, de logement, d'éducation, est indispensable. L'objection de croissance est donc sélective et solidaire. Elle ne s'applique pas de manière linéaire à tous les humains, à tous les peuples ou à tous les secteurs de production. Ce point est capital pour éviter tout mauvais procès concernant une réduction indifférenciée de la consommation, alors que les inégalités sociales sont abyssales.

L'objection de croissance est donc aussi sélective, ciblée et globale. Les alternatives agricoles, énergétiques ou en matière de transports en commun doivent être, par exemple, développées comme toutes les activités qui favorisent la croissance de l'indice de développement humain (IDH). À l'inverse, les secteurs de production qui nuisent gravement à l'équilibre des écosystèmes doivent être considérablement réduits. L'objection de croissance comporte également un caractère innovant. Les sciences et les techniques peuvent être mobilisées afin de mettre en œuvre des recherches et des innovations susceptibles de rencontrer les nécessités d'un développement plus qualitatif et plus respectueux des équilibres de l'environnement.

Elle se doit aussi d'être démocratique, conviviale et locale. Démocratique car il n'est pas question d'imposer de manière autoritaire un modèle de décroissance. Bien au contraire, il s'agit d'approfondir les mécanismes de démocratie plus participative et directe, complémentaires à une réforme de la démocratie représentative traditionnelle comme l'a suggéré, par exemple, Dominique Bourg⁽¹⁾. Conviviale car elle nécessite un dialogue permanent entre les hommes, des relations désintéressées, bref une conversion mentale, une

métamorphose de soi, qui mette en avant de nouvelles valeurs, comme l'empathie, la poésie, la flânerie, aux antipodes de l'individualisme exacerbé de la modernité, fondé sur la conquête du pouvoir et sur l'accumulation sans fin des biens. Locale car cette objection de croissance démocratique doit s'enraciner dans des économies de proximité ouvertes.

2. POLITIQUES ALTERNATIVES...

« L'humanité va se diviser en deux et elle a déjà commencé à le faire sous nos yeux : d'un côté ceux qui continuent à faire comme avant, de l'autre ceux qui sont prêts à amorcer un tournant. » écrit Peter Sloterdijk⁽²⁾. En clair, entre ceux qui croient que la crise n'est qu'un passage, avant que tout ne revienne comme avant et ceux qui, face aux catastrophes annoncées, entendent dès à présent modifier leur style de vie et faire éclore des pratiques alternatives.

Ces pratiques nouvelles sont multiples. Par exemple, dans l'agriculture et l'alimentation comme les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) qui mettent en relations directes les petits producteurs et les groupes de consommateurs, ce que l'on appelle la filière des circuits courts, qui assure à la fois une meilleure rémunération pour le paysan, garantit le caractère sain des aliments, réduit le transport des produits et leurs emballages. Ou dans le domaine des énergies renouvelables avec les coopératives de production éolienne comme à Houyet en Wallonie, où les habitants d'un village se sont regroupés pour financer la construction d'une éolienne et bénéficier de tarifs électriques bien moins chers que ceux du marché.

Serge Latouche : « on a vu fleurir ces dernières années une myriade d'associations à but non lucratif (ou du moins non exclusivement lucratif) : entreprises coopératives en autogestion, communautés agricoles, AMAP, LETS (Local Exchange

Trade System) et SEL (Système d'échanges locaux), banques du temps, temps choisi, régies de quartier, crèches parentales, boutiques de gestion, guilde d'artisans, agriculture paysanne, banques éthiques ou mutuelles de crédit-risque, mouvements de commerce équitable et solidaire, associations de consommateurs, entreprises d'insertion, bref, toute la nébuleuse de l'économie sociale et solidaire. »⁽³⁾.

Des villes en transition, aux monnaies locales, des cercles de simplicité volontaire aux jardins solidaires, des éco-quartiers aux mouvements qui prônent la lenteur, la méditation, la promenade..., on ne compte plus les pratiques alternatives qui éclosent ça et là. Cela démontre l'évolution positive d'une prise de conscience des impasses auxquelles nous mène notre modèle de développement et surtout la volonté des citoyens de changer ici et maintenant leurs modes de vie et le sens de leurs existences. La démarche individuelle est certes essentielle, et le foisonnement de structures collectives issues de la société civile en termes d'économie sociale renouent avec les premières formes historiques de la solidarité des ouvriers et des paysans. Mais ces deux formes de changement, aussi essentielles soient-elles, ne peuvent conduire à oublier, voire à minimiser, le rôle des pouvoirs publics dans le combat contre la croissance sans limites et contre l'assignation exclusive de l'homme à un rôle de producteur et de consommateur.

3. LE CHEMIN DES PROPOSITIONS POLITIQUES...

Ainsi s'ouvre la voie du cheminement politique et des propositions d'intérêt général que formule, de manière diversifiée, parfois contradictoire, le mouvement des objections de croissance, qui, par ailleurs, ne s'est quasi jamais jusqu'à présent, présenté devant l'électeur. En voici quelques exemples.

La conférence de Barcelone, intitulée « Aujourd'hui la décroissance » et organisée en 2010, met en débat 10 propositions politiques radicales :

- 1- Promotion des monnaies locales et sans intérêt ;
- 2- La mise en œuvre de la semaine de trois jours ;
- 3- Moratoire sur les méga-infrastructures ;
- 4- Réduction de la publicité ;
- 5- Limiter le recours aux ressources naturelles stockées dans le sous-sol ;
- 6- Réutilisation de maisons vides et cohabitant ;
- 7- Revenu inconditionnel ;
- 8- Revenu maximal ;
- 9- Fabriquer l'innovation frugale ;
- 10- De nouveaux statuts pour l'action collective à but non lucratif.⁽⁴⁾

Vincent Cheynet, lorsqu'il s'est présenté aux élections législatives dans le Rhône en 2007, a mis en avant un programme inspiré par l'objection de croissance : relocalisation de l'économie fondée sur de petites entités, démantèlement des multinationales, sortie progressive de l'automobile, sortie des énergies fossiles, interdiction de posséder plus de deux logements, fin des zones pavillonnaires...⁽⁵⁾. Paul Ariès propose la gratuité pour l'usage de nos besoins essentiels et le renchérissement des mésusages, c'est-à-dire de moduler le prix, par exemple de l'eau ou de l'essence, en fonction de la satisfaction de nos besoins vitaux et de l'intérêt général. Est-il opportun de facturer le prix d'un litre d'eau au même prix selon que c'est pour étancher la soif ou pour remplir sa piscine ?⁽⁶⁾ À noter qu'une tarification différenciée de l'eau a, par exemple, été mise en œuvre en région bruxelloise.

Bien d'autres, comme Serge Latouche avec ses « 8 R »⁽⁷⁾ ou André Gorz favorable dès 1997 à un revenu d'existence, déclinent des propositions politiques qui se rattachent à

l'esprit de l'objection de croissance. Ce qui frappe, c'est l'extrême diversité de ces propositions dont certaines sont irréalistes, trop généralistes, voire totalement utopistes et d'autres sont beaucoup plus concrètes, précises et susceptibles d'être mises en œuvre graduellement pour infléchir modestement la logique croissantiste. Ainsi le revenu d'existence, ou l'allocation universelle, découplé du travail, trouvent-ils un écho dans les régimes résiduaux de Sécurité Sociale en Belgique avec le Revenu d'intégration sociale, successeur du minimum de moyens d'existence, qui reste certes conditionné à l'aptitude à être disponible sur le marché du travail mais qui, dans la réalité, permet à des dizaines de milliers de personnes de vivre selon la dignité humaine – malgré l'insuffisance du montant – sans les conditions imposées par exemple par le RMI français⁽⁸⁾

vous amuse, chronique de mes faits et méfaits, Flammarion, 2010, p. 158 et suivantes.

Présence et Action Culturelles – Analyse 2011-02

⁽¹⁾ Dominique Bourg, avec Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique, Le citoyen, le savant et le politique*, Seuil, La république des idées, 2010.

⁽²⁾ Peter Sloterdijk, « Il faut changer ta vie », entretien dans *Courrier International*, Hors-série « La vie meilleure, mode d'emploi », Octobre-Décembre 2009, p. 39.

⁽³⁾ Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006, p. 199.

⁽⁴⁾ Denis Bayon, Fabrice Flipo, François Schneider, *La décroissance, Dix questions pour comprendre et débattre*, La Découverte, 2010, p. 230.

⁽⁵⁾ Vincent Cheynet, *Le choc de la décroissance*, Seuil, L'histoire immédiate, 2008.

⁽⁶⁾ Paul Ariès, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, Les empêcheurs de tourner en rond, La Découverte, 2010.

⁽⁷⁾ Voir par exemple le cercle des « 8 R » (Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Redistribuer, Réduire, Réutiliser, Recycler, Relocaliser) proposé par Serge Latouche, op.cit., p. 156.

⁽⁸⁾ Voir au sujet de la création du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) : Michel Rocard, *Si ça*